

L'Algérie, un marché de substitution ?

Risque ■ Considérée comme un pays de transit du cannabis provenant du Maroc, l'Algérie risque de devenir, comme le craignent les autorités, un «grand consommateur» de drogue.

D'après le responsable de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onledt), Salah Abdenouri, cette crainte est nourrie par les mesures draconiennes prises par les pays européens pour stopper ce trafic en provenance du Maroc.

Ce qui pourrait faire de l'Algérie un marché de substitution puisque nous assistons, aujourd'hui, à un accroissement régulier des quantités de stupéfiants saisies en Algérie. Le même responsable a souligné, en outre, au cours de la journée d'étude et d'information organisée à la maison de la culture de Sétif, qu'une «augmentation de 100%» des saisies de chanvre indien a été enregistrée durant la période 2002-2004 et indiqué que pour le seul premier semestre de l'année en cours, «45 tonnes de drogues ont été saisies, contre 38 en 2008». De son côté, le directeur général de

l'Onledt Sayeh Abdelmalek a estimé que le trafic de stupéfiants constitue un «crime planétaire» et «un danger qui menace tous les pays, en particulier l'Algérie en tant que pays de transit, voisin du Maroc qui produit 60% de la production mondiale de chanvre indien destiné à l'Europe». En ce qui concerne le programme de lutte contre ce phénomène, M. Sayah a souligné que l'office qu'il dirige s'emploie, actuellement, à évaluer le précédent programme d'orientation national (2003-2008), en coordination avec les instances concernées «en vue d'estimer le taux des jeunes consommateurs, en tenant compte des résultats de l'enquête nationale en cours actuellement sur le terrain». 45 000 jeunes, âgés de 16 à 45 ans, et 10 000 familles constituent l'échantillon de cette enquête qui servira, à «mesurer avec plus d'exactitude l'étendue de ce phénomène afin d'élaborer une nou-

velle stratégie pour le prochain programme d'orientation qui couvrira 5 années». Au moment où se poursuit l'élaboration du prochain programme d'orientation de la lutte contre la drogue, 15 centres intermédiaires de soins pour toxicomanes sont en cours de construction, depuis 2008, à travers les wilayas du pays, a rappelé, pour sa part, le représentant du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Il a ajouté que 53 centres de consultations et de soins pour toxicomanes sont également prévus, en plus de 185 cellules d'écoute qui seront mises sur pied à travers le territoire, pour lutter contre la toxicomanie et l'empoisonnement, et mener une action efficace de prévention au sein de la jeunesse. L'Etat a déjà consacré 5 milliards de dinars pour circonscrire ce fléau, note-t-on.

R. N. / APS